

La conjoncture économique et sociale dans la région Grand Est et ses territoires vue par les socio-professionnels du CESER

TABLEAU DE BORD N°20 - 04 JUILLET 2023

« Des orientations qui restent encore positives dans un environnement économique fragile »

Dans un contexte inflationniste, redescendu à 5,1% en mai (14,3% pour l'alimentaire), le Grand Est conserve de beaux atouts, tant par son dynamisme industriel qui retrouve des couleurs en recréant des emplois, que par sa position géographique. La prévision de croissance économique nationale, estimée à 0,7% pour l'exercice, devrait permettre de maintenir les orientations positives de nos exportations régionales (porté par l'agro-alimentaire) dans un contexte où l'emploi est porté principalement par nos voisins (Luxembourg et Suisse).

Niveau inédit du commerce extérieur

Dopé par l'inflation, le Grand Est enregistre sur un an 73,8 milliards d'euros d'exports, 7,2 milliards de plus qu'avant la crise. Cependant les importations progressent toujours plus rapidement que les exportations, réduisant le solde commercial de 4 milliards en un an et demi.

La fréquentation des hôtels retrouve son niveau d'avant-crise

La fréquentation touristique a retrouvé de la vigueur depuis l'été 2021 dans le Grand Est. Si l'hôtellerie haut de gamme a dépassé son niveau d'avant-crise (+16%) la fréquentation des hôtels non classés est encore en retrait de 20%.

La hausse des défaillances se poursuit

Depuis début 2022, on assiste à une forte recrudescence des redressements et des liquidations judiciaires. Les causes sont

diverses : fin des mesures de soutien public, crise énergétique, croissance des coûts de production, allongement des délais de paiements ...

Le chômage recule à nouveau fin 2022

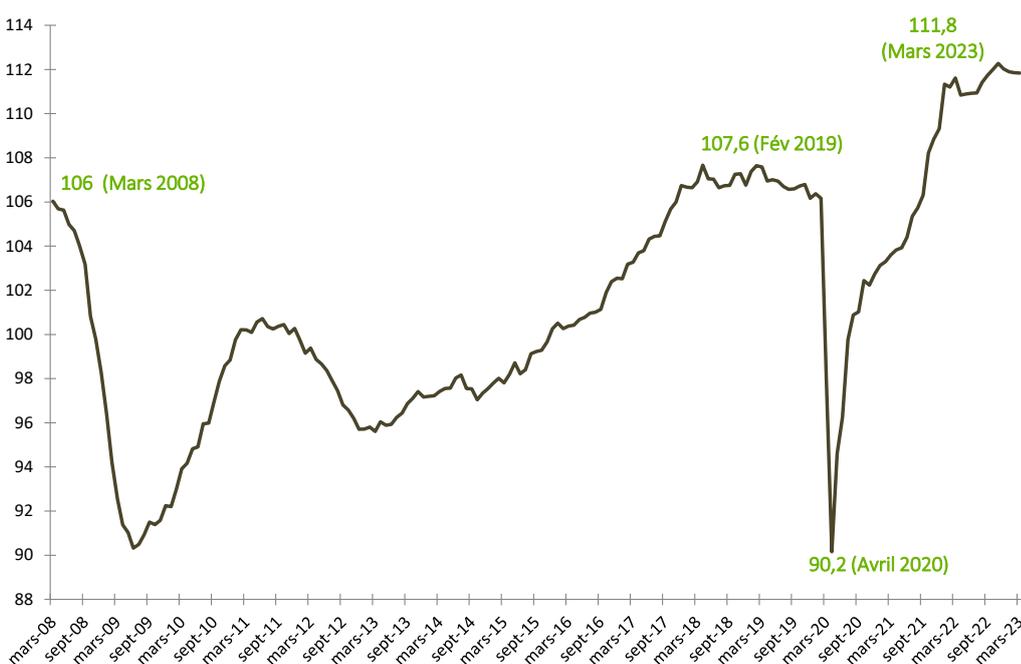
Le taux de chômage poursuit sa baisse au second semestre 2022, s'établissant à 7% en fin d'année, 0,1 point de plus qu'au national, ce dernier passant d'ailleurs pour la première fois sous la barre des 7% depuis 2008. A l'échelle des zones d'emploi, de forts contrastes subsistent: plusieurs zones d'emploi affichent un taux aux alentours de 5%, taux qui

est doublé à Saint-Dié-des-Vosges, Charleville-Mézières ou encore Forbach.

210 000 frontaliers

La barre des 200 000 travailleurs frontaliers dans le Grand Est ayant été franchie fin 2021, à la faveur d'une forte reprise de l'emploi transfrontalier après la crise Covid-19, celle des 210 000 qui s'annonçait pour 2023 a finalement été atteinte dès le 4^{ème} trimestre 2022. En effet, sur l'année 2022, on compte près de 6 000 frontaliers de plus en direction du Luxembourg (+5,7%) et 1 800 vers la Suisse (+5,4%).

Indicateur de conjoncture synthétique du CESER Grand Est



L'indicateur de conjoncture synthétique calculé par le CESER se base sur trois indicateurs : niveau des exportations, emploi intérimaire et évolution du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans. Ces données sont compilées dans un indicateur composite, dont l'écart à la moyenne est mesuré et représenté dans le graphique ci-dessus.

SOMMAIRE

1. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

- 1 - COMMERCE EXTERIEUR
- 2 - CARNETS DE COMMANDE ET STOCKS DANS L'INDUSTRIE
- 3 - UTILISATION DES CAPACITES DE PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE
- 4 - EXPORTATIONS AGRICOLES ET AGRO-ALIMENTAIRES
- 5 - NUITEES EN HÔTELLERIE
- 6 - CONSTRUCTION RÉSIDENTIELLE
- 7 - CONSTRUCTION NON-RÉSIDENTIELLE (LOCAUX)
- 8 - CREATIONS D'ENTREPRISES
- 9 - DEFAILLANCES D'ENTREPRISES

2. EMPLOI

- 10 - EMPLOI SALARIE DU SECTEUR PRIVE
- 11 - EMPLOI SALARIE PRIVE PAR SECTEUR D'ACTIVITE
- 12 - TRAVAIL INTERIMAIRE

3. CHÔMAGE - PRÉCARITÉ

- 13 - TAUX DE CHÔMAGE
- 14 - DEMANDEURS D'EMPLOI (CATÉGORIES A, B ET C)
- 15 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE MOINS DE 25 ANS
- 16 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE PLUS DE 50 ANS
- 17 - DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS DEPUIS PLUS D'UN AN
- 18 - DURÉE MOYENNE D'INSCRIPTION À PÔLE EMPLOI
- 19 - REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE (RSA)

4. ENVIRONNEMENT TRANSFRONTALIER

- 20 - TAUX DE CHÔMAGE TRANSFRONTALIER
- 21 - FRONTALIERS DE LA REGION GRAND EST

1. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Sur un an :

73,8 milliards d'euros
d'exportations

25 300
constructions de logements neufs

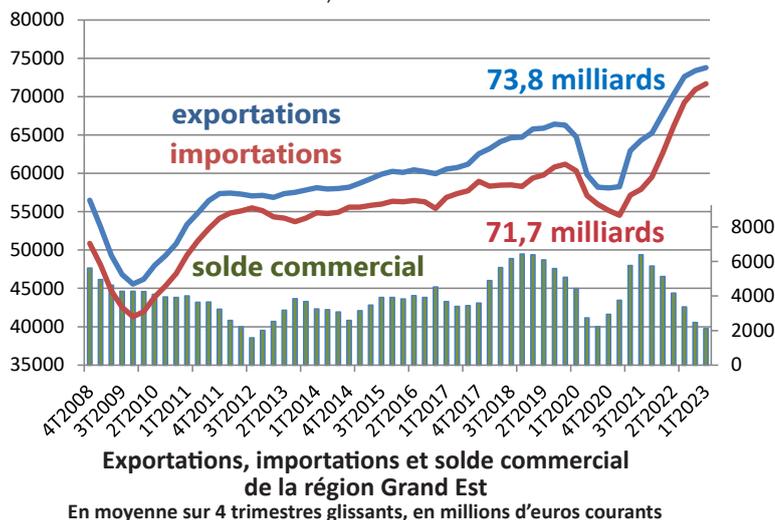
63 447
créations d'entreprises

75,3 %
taux d'utilisation des capacités de production (Avril 2023)

1 - COMMERCE EXTÉRIEUR (HORS ENERGIE) - 1^{ER} TRIMESTRE 2023

SOURCE : DOUANES // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN EUROS COURANTS

Des niveaux toujours inédits. L'explosion du montant de l'import-export depuis 2021 semble faiblir ces derniers mois, mais leur croissance continue de battre des records, d'autant qu'il est dopé par l'inflation. En effet, on enregistre sur un an 73,8 milliards d'euros d'exports, 7,2 milliards de plus qu'avant la crise. Cependant les importations progressent toujours plus rapidement que les exportations (14,4% vs 8,9% sur un an), réduisant encore le solde commercial régional à 2,1 milliards, soit 4 mds de moins en un an et demi. L'automobile exporte sur un an pour 8,6 milliards, le pharmaceutique 6,3 mds et les boissons 5,9 mds. Les départements de Champagne-Ardenne (hormis l'Aube) et des Vosges affichent une croissance annuelle des exports de près de 20%, alors qu'ils ne progressent quasiment pas en Moselle, en Meurthe-et-Moselle ou dans l'Aube. Au niveau national, sur un an, les évolutions des échanges demeurent plus intenses que dans le Grand Est : l'import progresse de 22,6% et l'export de 16,1%, creusant toujours plus le déficit commercial français (-163,6 milliards d'euros en 2022).

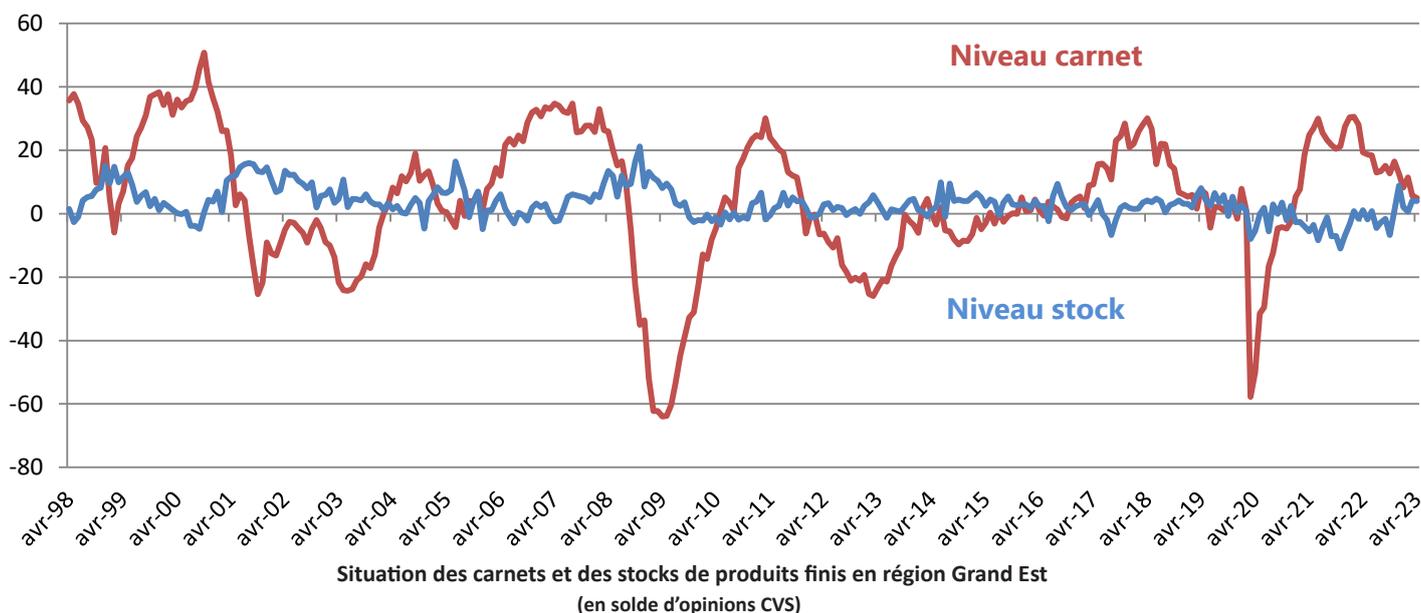


	Evolution des exportations sur un an	Exportations sur un an, en millions d'€
Ardennes	20,3%	2 689
Aube	0,1%	1 888
Bas-Rhin	7,7%	24 213
Haute-Marne	21,3%	1 363
Haut-Rhin	12,8%	14 481
Marne	18,2%	8 998
Meurthe-et-Moselle	0,2%	3 093
Meuse	9,4%	1 689
Moselle	0,1%	12 432
Vosges	16,4%	2 961
Grand Est	8,9%	73 807
France	16,1%	603 562

2 - CARNETS DE COMMANDES ET STOCKS DANS L'INDUSTRIE - AVRIL 2023

SOURCE : BANQUE DE FRANCE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

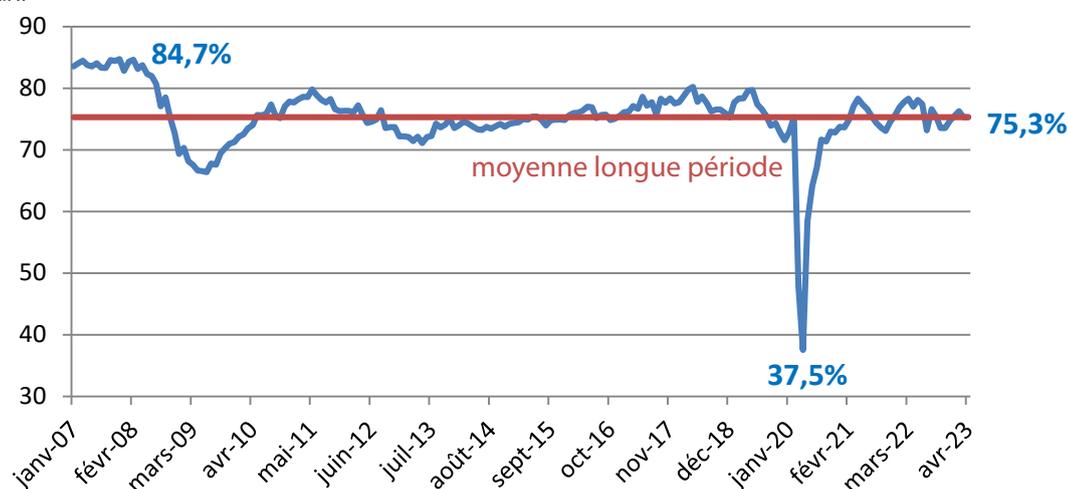
Incertitudes sur la demande, redressement des stocks. Depuis 2021, le niveau des carnets de commande demeure au dessus de la moyenne, même s'il s'érode depuis une année. Cette contraction de la demande entraîne mécaniquement la reconstitution des stocks, qui étaient plutôt orientés à la baisse depuis la crise Covid-19, lié à l'envolée de la demande, à la hausse des prix des intrants, aux difficultés de recrutement, ... Ce décalage entre offre et demande a entraîné un gonflement des prix sur les marchés, à laquelle s'est rajoutée la crise énergétique en 2022, en lien avec la guerre en Ukraine. Cependant, ces derniers mois, l'inflexion du coût des intrants se repercute sensiblement sur les prix de vente.



3 - UTILISATION DES CAPACITÉS DE PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE - AVRIL 2023

SOURCE : BANQUE DE FRANCE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

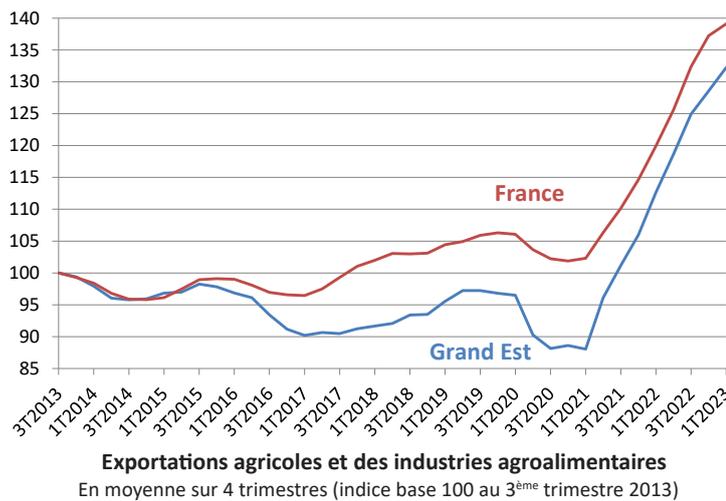
La production industrielle stable depuis le début d'année. Depuis qu'il a retrouvé son niveau d'avant-crise début 2021, le taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie fluctue autour de la moyenne longue période. A la baisse jusque fin 2021 (conséquence des tensions sur les marchés de matières premières et des biens intermédiaires de production), il a ensuite retrouvé un bon niveau au premier semestre 2022, avant une nouvelle érosion, fortement liée aux difficultés du secteur automobile. Il semble se stabiliser au niveau de la moyenne longue période depuis décembre 2022, alors que les contraintes d'approvisionnement continuent de s'atténuer et que le prix des matières premières baisse pour la première fois depuis 2020. Les difficultés de recrutements sont moins prégnantes, tout en concernant encore près d'une entreprise sur deux.



4 - EXPORTATIONS AGRICOLES ET AGRO-ALIMENTAIRES - 1^{ER} TRIMESTRE 2023

SOURCE : DOUANES // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES EN EUROS COURANTS

Le Grand Est pèse 15% des exportations agricoles et agro-alimentaires de France. La limitation des échanges internationaux liée à la crise Covid-19 a moins impacté ce secteur que les autres, malgré une baisse de 8% des exports régionaux en 2020. Cependant, on assiste depuis début 2021 à une augmentation significative des montants exportés. Alors que le secteur avoisinait annuellement les 9 milliards d'euros avant la crise, on comptabilise ces 4 derniers trimestres un export de 12,5 milliards. La progression régionale est plus rapide qu'au niveau national (+17,4% contre +16%). La balance commerciale est positive de 7,25 milliards, en croissance continue depuis 2021. Les exportations marnaises, qui pèsent 43% de l'export agricole et agro-alimentaire régional, augmentent de 23% sur un an, comme les meusiennes. Celles en Meurthe-et-Moselle progressent de 36,6%, dans les Ardennes de 29,4% et en Moselle de 20%. Les autres départements affichent des progressions mesurées, hormis l'Aube (-3,7%). Rappelons que dans un contexte inflationniste, le prix des matières agricoles entraîne une augmentation des prix dans l'ensemble des chaînes de valeur.

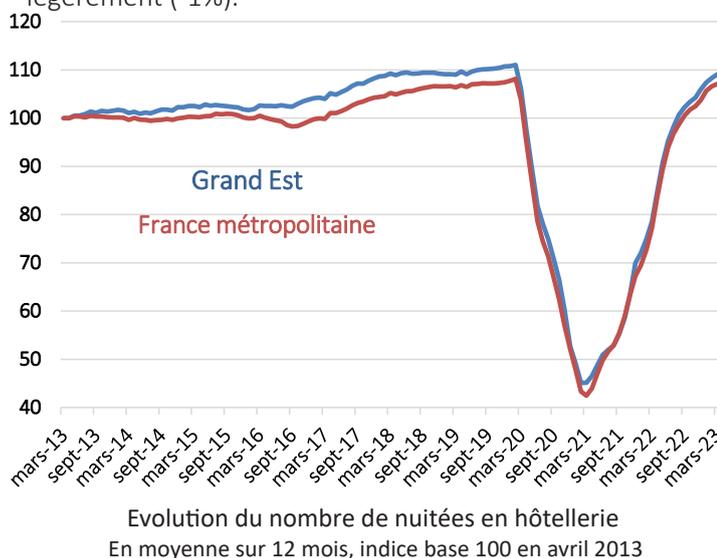


	Evolution des exportations sur un an	Répartition des exportations sur un an, en millions d'euros
Ardennes	29,4%	568
Aube	-3,7%	593
Bas-Rhin	12,7%	2 369
Haute-Marne	4,2%	173
Haut-Rhin	3,8%	940
Marne	23,1%	5 418
Meurthe-et-Moselle	36,6%	489
Meuse	23,4%	437
Moselle	20,1%	1 194
Vosges	3,7%	337
Grand Est	17,4%	12 518
France	16,0%	84 606

5 - NUITÉES EN HÔTELLERIE - MARS 2023

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES

La fréquentation des hôtels retrouve son niveau d'avant-crise. Le secteur du tourisme a été l'un des plus impactés par la crise Covid-19 : les confinements successifs et l'absence de touristes internationaux ont généré un effondrement du nombre de nuitées en région comme en France. La fréquentation touristique a cependant retrouvé de la vigueur depuis l'été 2021 dans le Grand Est, dans un premier temps grâce à la clientèle résidente, puis ensuite à la clientèle étrangère, qui de retour depuis quelques mois. Sur un an, la Marne, la Haute-Marne, et les départements alsaciens présentent des fréquentations hôtelières supérieures à 2018-2019, ce qui n'est pas le cas des Ardennes, de la Meuse (-15%) ou des Vosges (-7,3%). Si l'hôtellerie haut de gamme (4 et 5 étoiles) a dépassé son niveau d'avant-crise (+16%) la fréquentation des hôtels non classés est encore en retrait de 20%. Les nuitées dans les AHCT (autres hébergements collectifs de tourisme) reculent légèrement (-1%).



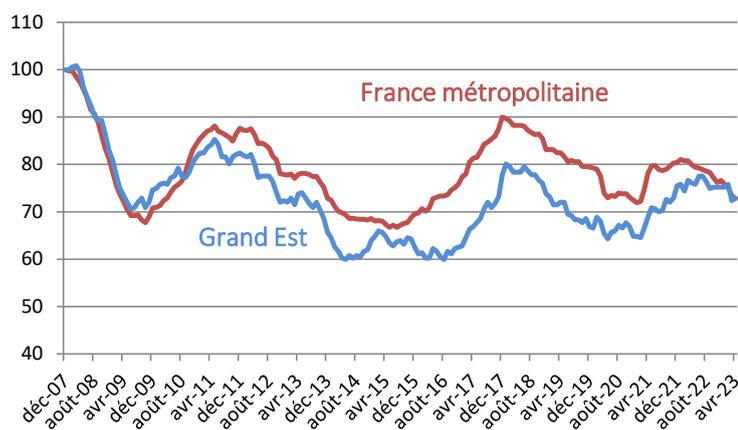
	Evolution des nuitées de mars 2022 à mars 2023 par rapport à mars 2018 à mars 2019	Nombre de nuitées mensuelles moyen sur un an, en milliers
Ardennes	-15,6%	21
Aube	-0,7%	66
Marne	4,8%	145
Haute-Marne	6,2%	28
Meurthe-et-Moselle	-0,1%	90
Meuse	-15,5%	18
Moselle	-1,2%	146
Bas-Rhin	0,4%	356
Haut-Rhin	2,2%	247
Vosges	-7,3%	71
Grand Est	0,0%	1 185
France métropolitaine	0,7%	17 829

Dans le contexte de crise sanitaire, les taux de réponse aux enquêtes de fréquentation ne garantissent pas un niveau de qualité suffisant à l'échelle départementale entre novembre 2020 et avril 2021, c'est pourquoi nous effectuons ici un comparatif sur la période 2021-2022 et 2018-2019

6 - CONSTRUCTION RÉSIDENTIELLE - AVRIL 2023

SOURCE : MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE ET INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN DATE DE PRISE EN COMPTE

Après une bonne année 2022, la construction de logements plonge en 2023. Après un creux de 2018 à 2021, avec par exemple seulement 22 000 logements construits en 2020, on note un retour à un bon niveau de la construction résidentielle. Un maximum a été recensé entre Juillet 2021 et Juillet 2022, avec 26 900 constructions. Cependant, les mois de mars et avril sont marqués par un recul important de la construction, ce qui a déjà une incidence sur l'évolution annuelle, désormais négative à -3% en région (-5% au national). La dynamique des autorisations de construction est similaire. La Meurthe-et-Moselle, la Meuse et le Haut-Rhin présentent une progression des autorisations et des constructions, alors que ces dernières sont à la baisse dans les Vosges, la Marne, l'Aube et la Moselle. Au niveau régional, seules les mises en chantiers de maisons individuelles résistent, dans une tendance générale orientée à la baisse. Le collectif et l'individuel groupé reculent de 3% sur un an en Avril 2023.



Evolution du nombre de constructions de logements en région Grand Est et en France métropolitaine, indice 100 décembre 2007

En moyenne sur 12 mois glissants, source INSEE

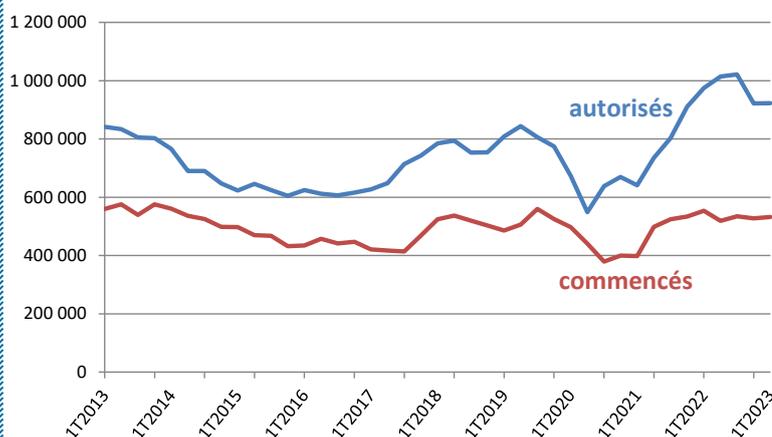
	Evolution du nombre de constructions autorisées sur un an	Evolution du nombre de constructions commencées sur un an
Ardennes	-35%	27%
Aube	-7%	-15%
Bas-Rhin	-25%	0%
Haute-Marne	-29%	-4%
Haut-Rhin	41%	7%
Meurthe-et-Moselle	25%	12%
Meuse	63%	46%
Moselle	-5%	-13%
Vosges	-36%	-26%
Grand Est	-4%	-3%
France métropolitaine	-7%	-5%

Source : Ministère de la Transition écologique et solidaire

7 - CONSTRUCTION NON RÉSIDENTIELLE - 1^{ER} TRIMESTRE 2023

SOURCE : MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN DATE DE PRISE EN COMPTE

En sensible recul au niveau régional. Les autorisations de constructions non résidentielles demeurent sur un an à très haut niveau avec 3,7 millions de m² dans le Grand Est (-5%). Pour autant, les ouvertures de chantier de locaux suivent difficilement (2,1 millions de m², -4% sur l'année), et un fort décalage persiste depuis un an. En France métropolitaine, les autorisations de construction augmentent de 3% sur la même période, quand les ouvertures de chantier chutent de 6%. Au niveau départemental, les évolutions sont hétérogènes : 6 départements affichent une construction non résidentielle à la hausse, avec des progressions maximales de 44% et 26% pour la Meuse et le Haut-Rhin, tandis que la Moselle (-46%), expliqué par un 2^{ème} trimestre 2021 exceptionnel lié à l'implantation d'Amazon à proximité de Metz), les Vosges (-26%) et l'Aube (-17%) présentent des reculs conséquents.



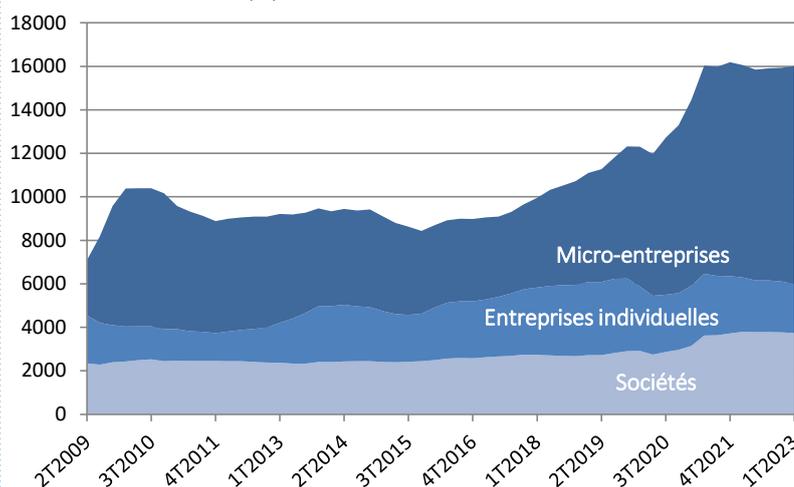
Construction de locaux en région Grand Est (en m²)
En moyenne sur 4 trimestres glissants

	Evolution des constructions autorisées sur un an	Evolution des constructions commencées sur un an
Ardennes	-33%	6%
Aube	-46%	-17%
Bas-Rhin	3%	11%
Haute-Marne	6%	17%
Haut-Rhin	-26%	28%
Marne	27%	-3%
Meurthe-et-Moselle	6%	16%
Meuse	95%	44%
Moselle	-4%	-46%
Vosges	-4%	-26%
Grand Est	-5%	-4%
France métropolitaine	3%	-3%

8 - CRÉATIONS D'ENTREPRISES - 1^{ER} TRIMESTRE 2023

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES

Les créations d'entreprises demeurent à haut niveau du fait des micro-entrepreneurs. Depuis le 3^{ème} trimestre 2020, suite au premier confinement, le nombre de créations d'entreprises a explosé. On compte en région plus de 15 000 créations chaque trimestre, contre environ 9 000 avant 2020. Le record de 2021, avec 64 700 nouvelles immatriculations, est approché, puisqu'on en compte 63 447 ces 12 derniers mois (-0,2% sur un an, quand le national progresse de 1,5%). Les progressions sont marquées en Moselle (+5,6%), alors que des baisses notables sont enregistrées en Haute-Marne et dans la Marne (respectivement -8% et -7,4%). Après une légère inflexion, ce sont de nouveau les micro-entreprises qui portent les créations d'entreprises (+2,6% sur un an), alors qu'elles sont stables au niveau des autres entreprises individuelles et en recul concernant les sociétés (-1,8%). Les nouvelles immatriculations progressent largement dans l'industrie (+13% au 1^{er} trimestre 2023), plus modérément dans la construction, et faiblement dans l'hébergement-restauration et le transport.



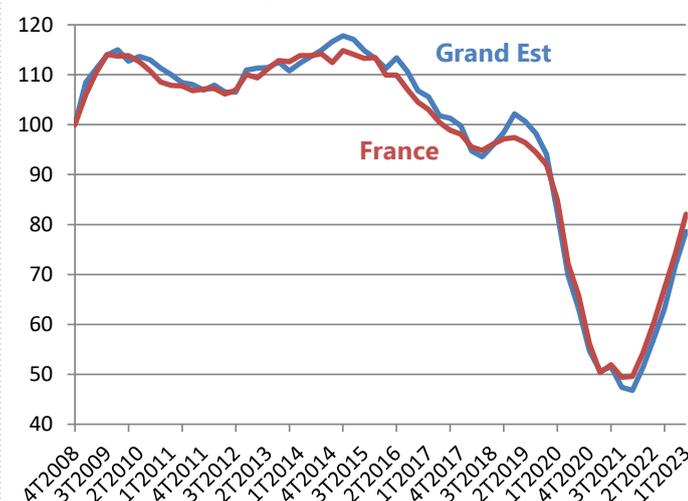
Créations d'entreprises dans la région Grand Est
En moyenne sur 4 trimestres glissants, par type d'entreprise

	Evolution sur un an		Nombre de créations sur un an	
Ardennes	3,0%		2 511	
Aube	0,6%		3 600	
Bas-Rhin	-2,7%		15 389	
Haute-Marne	-8,0%		1 387	
Haut-Rhin	1,3%		8 727	
Marne	-7,4%		7 118	
Meurthe-et-Moselle	2,6%		8 175	
Meuse	2,4%		1 507	
Moselle	5,6%		11 364	
Vosges	-1,7%		3 669	
Grand Est	-0,2%		63 447	
France	1,5%		1 058 651	

9 - DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES - 1^{ER} TRIMESTRE 2023

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, PAR DATE DE JUGEMENT D'OUVERTURE DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE

La hausse des défaillances se poursuit. Favorisé par le report des traitements des dossiers de liquidation judiciaire et les mesures de soutien liés à la crise Covid-19, le niveau des défaillances d'entreprises a atteint en 2021 son plus bas niveau historique. Depuis début 2022, on assiste à une forte recrudescence des redressements et des liquidations judiciaires, et notamment ces deux derniers trimestres où les chiffres enregistrés sont semblables à ce qu'ils étaient avant la crise (environ 1000 défaillances par trimestre). Les causes sont diverses : fin des mesures de soutien public, crise énergétique, croissance des coûts de production, allongement des délais de paiements... Contrairement aux trimestres précédents, où les disparités étaient importantes entre les départements, tous enregistrent sur un an une progression des défaillances relativement homogène (à l'exception de la Haute-Marne), allant de +30,8% dans les Ardennes à +69,5% dans la Marne.



Défaillances d'entreprises en région Grand Est et en France
En moyenne sur 4 trimestres, glissants, base 100 au 4^{ème} trimestre 2008

	Evolution du nombre de défaillances sur un an		Nombre de défaillances sur un an	
Ardennes	30,8%		136	
Aube	66,4%		233	
Bas-Rhin	54,9%		711	
Haute-Marne	113,0%		98	
Haut-Rhin	48,6%		480	
Marne	69,5%		378	
Meurthe-et-Moselle	42,7%		408	
Meuse	33,3%		104	
Moselle	42,9%		486	
Vosges	64,1%		238	
Grand Est	52,6%		3 272	
France	50,9%		45 658	

2. EMPLOI

2 942 créations d'emplois salariés en 2022

1 368 441 emplois salariés dans le secteur marchand,
dont :

727 315 dans les services

286 888 dans l'industrie

242 042 dans le commerce

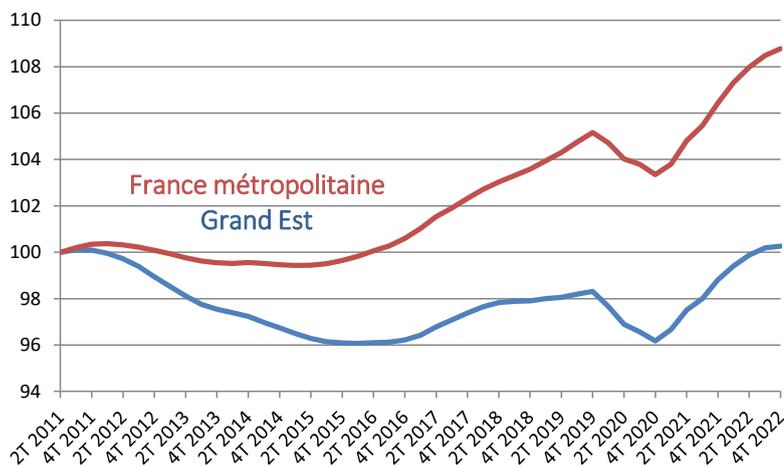
112 196 dans la construction

230 430 offres d'emploi diffusées par Pôle Emploi au 1^{er} trimestre 2023 dans le Grand Est (dont 80 060 enregistrées directement par Pôle Emploi)

10 - EMPLOI SALARIÉ DU SECTEUR PRIVÉ - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2022

SOURCE : ACOSS - URSSAF // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN DATE DE PRISE EN COMPTE

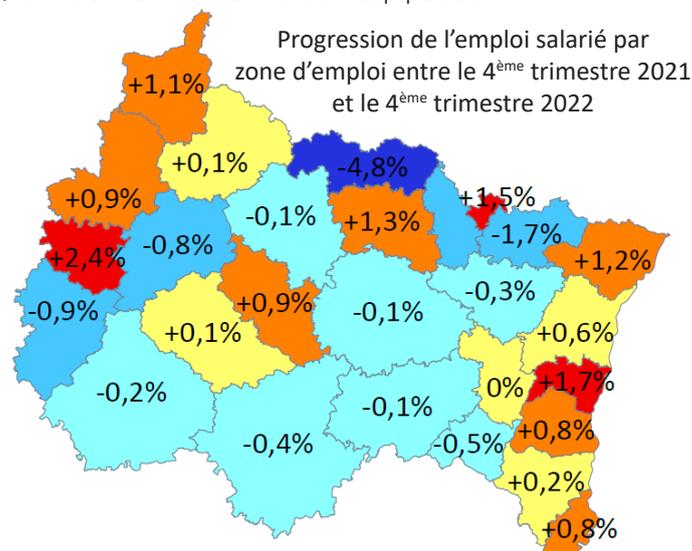
L'emploi ne progresse presque plus dans le Grand Est. Le marché du travail a connu une reprise très soutenue début 2021, lui permettant de retrouver rapidement son niveau d'avant-crise Covid-19, en région comme en France. Fin 2022, on compte près de 18,8 millions d'emplois salariés privés en France métropolitaine, 200 000 de plus sur une année, soit une progression de 1,1% sur 2022 (elle était de 3,7% en 2021). La progression annuelle est bien plus ténue dans le Grand Est, avec seulement +0,2% (+3,3% en 2021). L'emploi dans le secteur public est quant-à-lui statique. A l'échelle infra-régionale, si 23 des 27 zones d'emploi recensaient une augmentation des effectifs salariés sur un an au 3^{ème} trimestre 2022, elles ne sont plus que 15 au 4^{ème} trimestre : la plupart des territoires en périphérie des grandes agglomérations présente désormais de sensibles diminutions de l'emploi. La zone d'emploi de Thionville affiche un recul important en 2022 (-4,8%). A l'inverse, les zones alsaciennes, celle de Metz et du nord-est de la Champagne-Ardenne maintiennent un cap positif.



Evolution de l'emploi salarié du secteur privé*

Base 100 au 2^{ème} trimestre 2011, moyenne sur 4 trimestres glissants

*tout type de contrat confondu et emploi à temps partiel compris



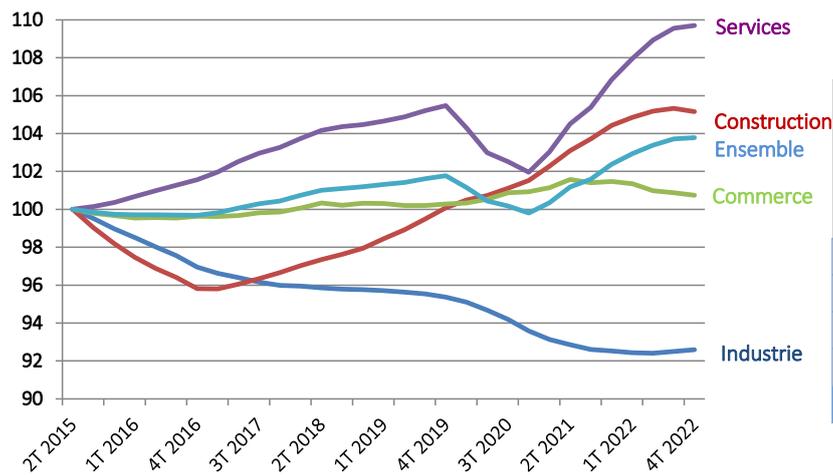
Progression de l'emploi salarié par zone d'emploi entre le 4^{ème} trimestre 2021 et le 4^{ème} trimestre 2022

11 - EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ PAR SECTEUR D'ACTIVITE - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2022

SOURCE : URSSAF // TYPE DE DONNÉES : BRUTES (VALEUR ABSOLUE SANS CORRECTION SAISONNIÈRE)

Le commerce et la construction en retrait, l'industrie se resaisit. Après une année 2021 fortement créatrice d'emploi (+ 40 000 emplois en région), la tendance s'est quelque peu dissipée en 2022, puisqu'on enregistre 2 942 nouveaux emplois.

- **Services** : +0,5% soit + 3 872 emplois en 2022. La progression est contenue, après l'augmentation de 39 700 postes en 2021. Si les services marchands sont pourvoyeurs d'emploi, le tertiaire non marchand est plutôt stable depuis 3 ans.
- **Construction** : -0,7% soit 759 destructions de postes sur 2022. Après une forte croissance depuis 2017, puis un tassement à partir de 2021, on assiste pour la première fois depuis 2016 à une diminution des effectifs dans la construction.
- **Commerce** : -0,5% soit - 1 278 postes ; la tendance est à l'érosion depuis mi-2021.
- **Industrie** : +0,4% soit 1 107 créations d'emplois. Suite à une stabilisation d'environ un an de l'emploi industriel, ce dernier s'affiche depuis deux trimestres à la hausse, pour la première fois depuis 2015.



Evolution de l'emploi salarié dans le secteur privé

Indice 100 au 1^{er} trimestre 2015, moyenne sur 4 trimestres glissants

	Nombre d'emplois au 4 ^{ème} trimestre 2022	Evolution en 2022	
		en nombre	en %
Industrie	286 888	1 107	0,4%
Construction	112 196	-759	-0,7%
Commerce	242 042	-1 278	-0,5%
Services	727 315	3 872	0,5%
Total	1 368 441	2 942	0,2%

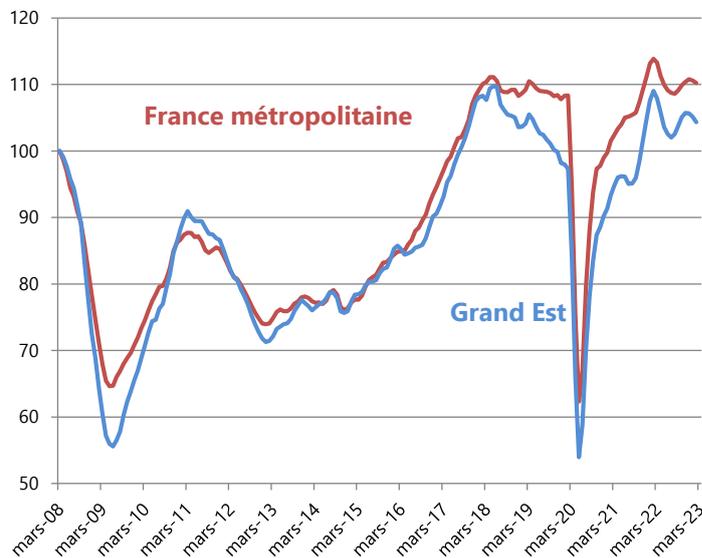
Remarque : les données présentées dans ce tableau ne sont pas corrigées des variations saisonnières

12 - TRAVAIL INTÉRIMAIRE - MARS 2023

SOURCE : DARES & DREETS // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES (CVS)

L'intérim se maintient à un bon niveau. Alors que l'épidémie avait divisé par plus de deux les effectifs, faisant passer leur nombre dans la région de 64 500 en février 2020 à 29 000 en avril, la reprise a été forte dès l'été 2020. Un pic a été atteint en janvier 2022, avec 72 473 intérimaires, plus haut niveau enregistré depuis 2017. Depuis, leur nombre fluctue autour de 69 000 (68 190 en mars 2023, -1,8% sur un trimestre). Sur un an, seuls le Haut-Rhin et la Meuse affichent une progression des effectifs. Les 8 autres départements sont à la baisse, les plus marquantes étant enregistrées en Moselle (-17,2%) et l'Aube (-9,7%). Au global, sur la même période, l'intérim recule de 5,5% dans le Grand Est, contre 2,4% en France. En région, 49% des intérimaires exercent dans l'industrie (seul secteur où l'emploi intérimaire progresse sur un an), 36% dans le tertiaire et le commerce et 15% dans la construction.

	Evolution sur un trimestre	Evolution sur un an
Ardennes	1,8%	-1,1%
Aube	-6,7%	-9,7%
Bas-Rhin	1,1%	-2,8%
Haute-Marne	-6,7%	-8,6%
Haut-Rhin	-5,8%	2,1%
Marne	0,1%	-4,8%
Meurthe-et-Moselle	1,1%	-2,6%
Meuse	2,0%	8,4%
Moselle	-5,1%	-17,2%
Vosges	0,0%	-3,4%
Grand Est	-1,8%	-5,5%
France	-2,6%	-2,4%



Evolution de l'emploi intérimaire

Moyenne sur 3 mois glissants, base 100 en mars 2008

3. CHÔMAGE - PRÉCARITÉ

Au 1^{er} trimestre 2023

412 710 demandeurs d'emploi de catégorie ABC*
(230 640 en catégorie A)

52 050 demandeurs d'emploi de moins de 25 ans
(31 150 en catégorie A)

115 320 demandeurs d'emploi de plus de 50 ans
(68 090 en catégorie A)

7% taux de chômage dans la région (4^{ème} trimestre 2022)

*Catégorie A : personne sans emploi

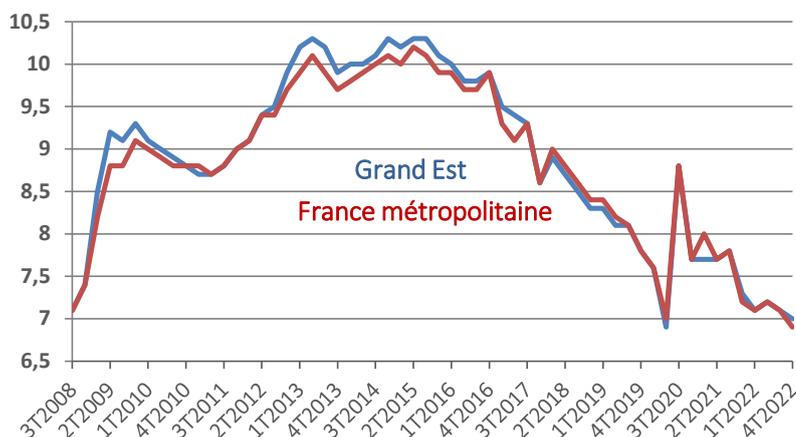
*Catégorie B : personne ayant exercé une activité de 78h maximum par mois

*Catégorie C : personne ayant exercé une activité de plus de 78h par mois

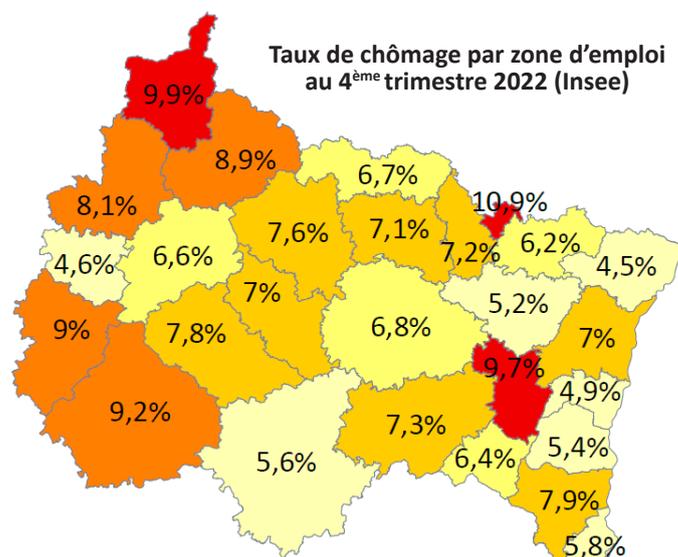
13 - TAUX DE CHÔMAGE - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2022

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Le chômage recule à nouveau fin 2022. Après une année 2020 particulièrement chahutée, conséquence de la crise Covid-19, le taux de chômage a fortement décliné en 2021, pour atteindre 7,2% début 2022. Il poursuit sa baisse au second semestre 2022, s'établissant à 7% en fin d'année, 0,1 point de plus qu'au national, ce dernier passant d'ailleurs pour la première fois sous la barre des 7% depuis 2008. A l'échelle des zones d'emploi, de forts contrastes subsistent : plusieurs zones d'emploi affichent un taux aux alentours de 5%, voire inférieur (Epernay, Sélestat, Haguenau, taux qui est doublé à Saint-Dié-des-Vosges (9,7%), Charleville-Mézières (9,9%) ou encore Forbach (10,9%). Cependant, sur un an, on constate globalement des baisses notables du chômage dans les territoires qui présentent les taux les plus élevés. 6 zones d'emploi sur les 27 que compte la région voient leur taux de chômage sensiblement progresser sur un an (de +0,1 à +0,3 point) : hormis Bar-le-Duc, toutes sont situées en Champagne-Ardenne.



Taux de chômage en région Grand Est et en France métropolitaine

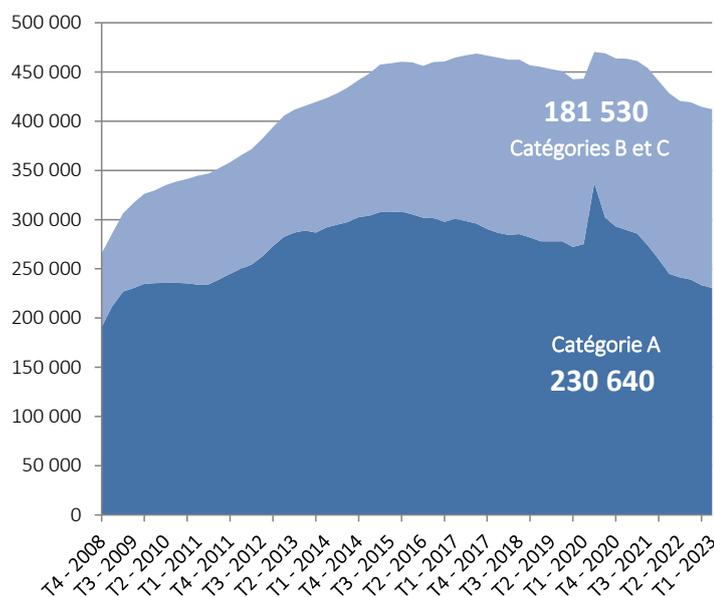


Taux de chômage par zone d'emploi au 4^{ème} trimestre 2022 (Insee)

14 - DEMANDEURS D'EMPLOI (CATÉGORIES A, B ET C) - 1^{ER} TRIMESTRE 2023

SOURCE : PÔLE EMPLOI // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Le nombre de demandeurs d'emploi continue de baisser. Depuis le pic du 2^{ème} trimestre 2020, avec 470 000 inscrits à Pôle Emploi en catégorie ABC dans le Grand Est, l'effectif baisse continuellement. Au premier trimestre 2023, on en compte 412 710, le plus «petit» effectif depuis 10 ans. La baisse enregistrée en 2022 (-5,9%) est dans la continuité de celle de 2021 (-5%), mais tend à fléchir ces derniers mois. Ce sont toujours uniquement les demandeurs d'emploi en catégorie A (sans activité) qui s'affichent à la baisse, ceux en catégorie B et C (activité réduite) ne profitent pas de l'embellie générale. Sur un an, tous les départements présentent un recul du nombre de demandeurs d'emploi (de -2,2% dans la Marne à -5,4% en Moselle), tandis que sur un trimestre, 4 départements n'affichent plus de baisse mais une stabilisation des effectifs.



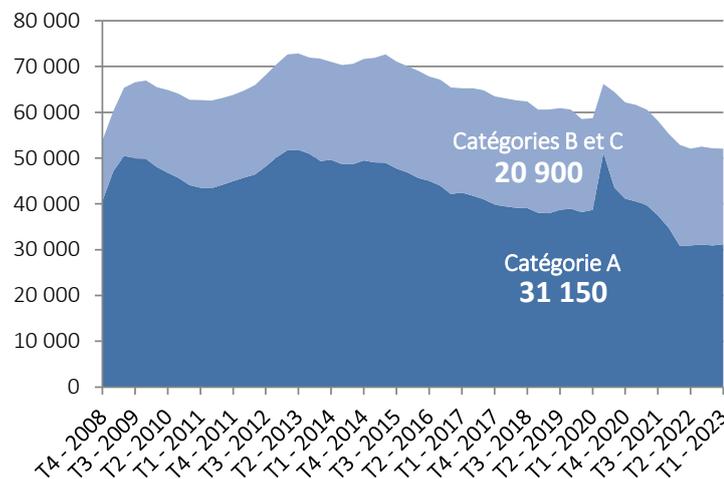
Catégorie A, B et C	Evolution au 1er trimestre 2023		Evolution sur un an	
Ardennes	-0,3%		-2,7%	
Aube	-1,7%		-4,4%	
Bas-Rhin	0,0%		-2,7%	
Haute-Marne	-1,6%		-4,9%	
Haut-Rhin	0,0%		-4,7%	
Marne	0,0%		-2,2%	
Meurthe-et-Moselle	-0,9%		-4,1%	
Meuse	-1,1%		-3,6%	
Moselle	-1,1%		-5,4%	
Vosges	0,0%		-2,3%	
Grand Est	-0,5%		-3,8%	
<i>dont hommes</i>	<i>-0,3%</i>		<i>-3,7%</i>	
<i>dont femmes</i>	<i>-0,8%</i>		<i>-3,9%</i>	
France métropolitaine	-0,4%		-3,0%	

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi en région Grand Est

15 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE MOINS DE 25 ANS - 1^{ER} TRIMESTRE 2023

SOURCE : PÔLE EMPLOI // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi stable depuis un an. Fortement impactés par la crise Covid-19, les moins de 25 ans sont aussi le public qui a le mieux rebondi, rejoignant ainsi début 2022 son niveau le plus bas depuis 2008. Un plancher semble avoir été atteint, puisque l'effectif ne varie presque plus depuis un an. 4 des 10 départements du Grand Est présentent une augmentation du nombre de jeunes demandeurs d'emploi au premier trimestre 2023 (+1,8% dans les Vosges, +1,6% dans les Ardennes), 4 sont à la baisse (-1,4% en Meurthe-et-Moselle, -1,2% en Moselle), tandis qu'ils ne varient pas en Meuse et dans l'Aube. Sur un an comme sur un trimestre, les dynamiques enregistrées sont similaires en France métropolitaine et en région. On note des disparités entre les hommes et les femmes : ce dernier trimestre, dans le Grand Est, le nombre de jeunes demandeuses d'emploi diminue de 0,8%, contre une augmentation de 0,5% chez les hommes.



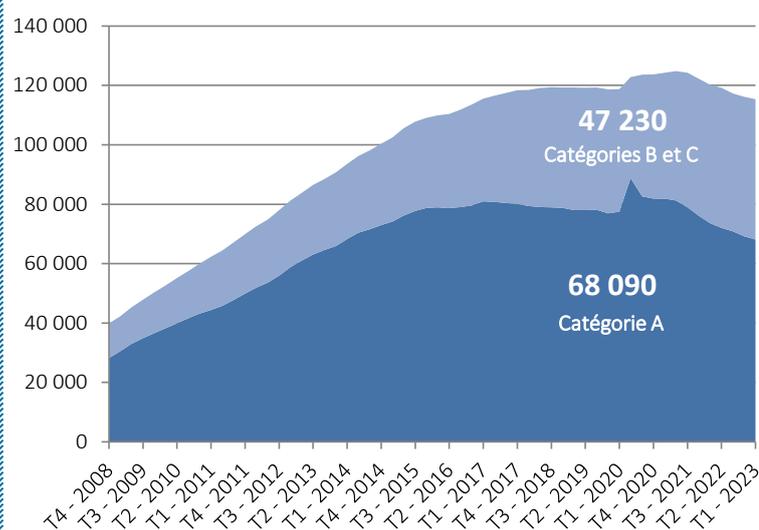
Catégories A,B et C	Evolution au 1er trimestre 2023		Evolution sur un an	
Ardennes	1,6%		2,0%	
Aube	0,0%		-3,1%	
Bas-Rhin	-0,3%		-2,4%	
Haute-Marne	-0,6%		0,0%	
Haut-Rhin	0,2%		-4,7%	
Marne	1,0%		1,9%	
Meurthe-et-Moselle	-1,4%		-3,4%	
Meuse	0,0%		-1,1%	
Moselle	-1,2%		-1,7%	
Vosges	1,8%		2,9%	
Grand Est	-0,1%		-1,5%	
<i>dont hommes</i>	<i>0,5%</i>		<i>-1,0%</i>	
<i>dont femmes</i>	<i>-0,8%</i>		<i>-2,2%</i>	
France métropolitaine	-0,2%		-1,3%	

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans en région Grand Est

16 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE PLUS DE 50 ANS - 1^{ER} TRIMESTRE 2023

SOURCE : PÔLE EMPLOI // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Timide éclaircie. L'embellie constatée sur le marché du travail après la crise Covid n'a dans un premier temps pas profité aux plus de 50 ans : un niveau historique avait été atteint au 2^{ème} trimestre 2021, avec quasiment 125 000 demandeurs d'emploi dans le Grand Est. Cependant, pour la première fois depuis 2008, on assiste à une baisse durable de l'effectif à partir de fin 2021, avec 9 000 demandeurs de moins en un an et demi. Au 1^{er} trimestre 2023, on recense 115 320 demandeurs d'emploi de plus de 50 ans en catégories A, B et C (-4,1% sur un an, -3,1% au national). Tous les départements s'affichent à la baisse sur l'année. Sur un trimestre, les reculs sont plus modérés : -0,7% en région et -0,5% en France métropolitaine. Seule la Marne est marquée par une croissance des demandeurs d'emploi de plus de 50 ans sur la période (+0,2%).



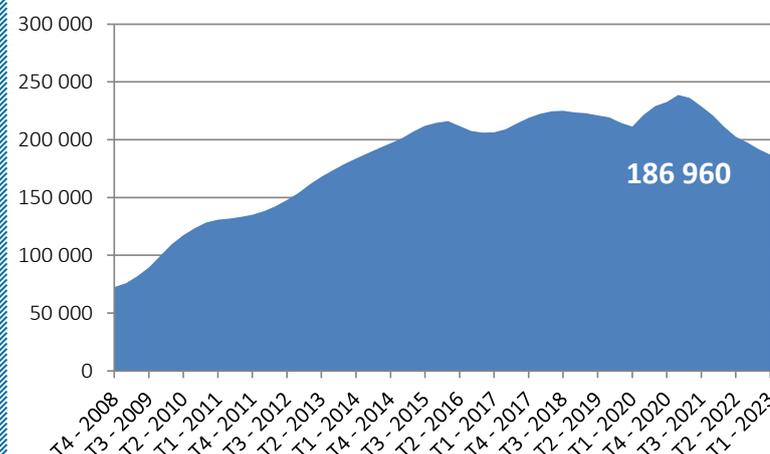
Evolution du nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans en région Grand Est

Catégories A, B et C	Evolution au 1er trimestre 2023	Evolution sur un an
Ardennes	-0,9%	-3,5%
Aube	-1,8%	-4,2%
Bas-Rhin	-0,4%	-3,0%
Haute-Marne	-2,1%	-5,7%
Haut-Rhin	-0,4%	-4,9%
Marne	0,2%	-1,2%
Meurthe-et-Moselle	-0,7%	-3,3%
Meuse	-1,1%	-4,3%
Moselle	-0,7%	-5,6%
Vosges	-1,5%	-5,1%
Grand Est	-0,7%	-4,1%
<i>dont hommes</i>	<i>-0,5%</i>	<i>-4,0%</i>
<i>dont femmes</i>	<i>-0,9%</i>	<i>-4,1%</i>
France métropolitaine	-0,5%	-3,1%

17 - DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS DEPUIS PLUS D'UN AN - 1^{ER} TRIMESTRE 2023

SOURCE : PÔLE EMPLOI // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

La décroissance se poursuit à un rythme soutenu. Après le pic atteint début 2021 avec presque 239 000 demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi depuis plus d'un an, on assiste depuis à une forte contraction de la demande d'emploi longue durée. Au 1^{er} trimestre 2023, cela concerne encore 186 960 personnes, soit 45,4% des demandeurs d'emploi (contre 51,5% début 2021). Il s'agit de l'effectif au niveau le plus « bas » depuis 9 ans. Les tendances annuelles (-11,4%) comme trimestrielles (-2,5%) enregistrées en région sont sensiblement du même ordre que celles enregistrées en France métropolitaine. Tous les départements sont marqués par cette embellie, avec des baisses sur un an s'échelonnant de 7,8% dans les Ardennes à 14,5% en Haute-Marne. A titre de comparaison, en 2008, on comptait seulement 70 000 demandeurs d'emploi longue durée dans la région (26% des demandeurs d'emploi).



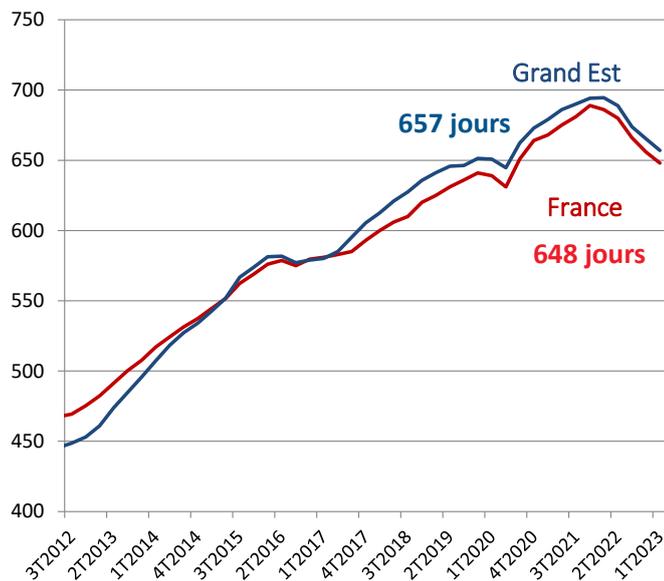
Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an

Catégories A, B et C	Evolution au 1er trimestre 2023	Evolution sur un an
Ardennes	-1,4%	-7,8%
Aube	-3,8%	-13,0%
Bas-Rhin	-1,5%	-9,9%
Haute-Marne	-2,9%	-14,5%
Haut-Rhin	-3,0%	-13,9%
Marne	-1,7%	-8,9%
Meurthe-et-Moselle	-3,0%	-12,4%
Meuse	-2,7%	-11,9%
Moselle	-3,1%	-11,8%
Vosges	-2,2%	-11,7%
Grand Est	-2,5%	-11,4%
France métropolitaine	-2,3%	-11,3%

18 - DURÉE MOYENNE D'INSCRIPTION À PÔLE EMPLOI - 1^{ER} TRIMESTRE 2023

SOURCE : PÔLE EMPLOI ET DARES // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

En déclin depuis un an. Alors qu'elle augmentait quasiment continuellement depuis 2012, l'ancienneté moyenne d'inscription à Pôle Emploi dans le Grand Est (catégories ABC) a connu une inversion de tendance début 2022. En effet, au 1^{er} trimestre 2023, l'ancienneté moyenne en région recule de 38 jours sur un an, tout comme en France. Elle s'établit à 657 jours, soit presque un an et dix mois (contre 648 jours en France). Les améliorations les plus notables sont à mettre au crédit des Vosges (-59 jours) et de la Meuse (-50 jours), départements où l'ancienneté moyenne à Pôle Emploi avoisine les deux ans, tandis que ceux dans une situation plus favorable affichent des replis plus modérés (-28 jours en Moselle, -33 dans le Bas-Rhin).



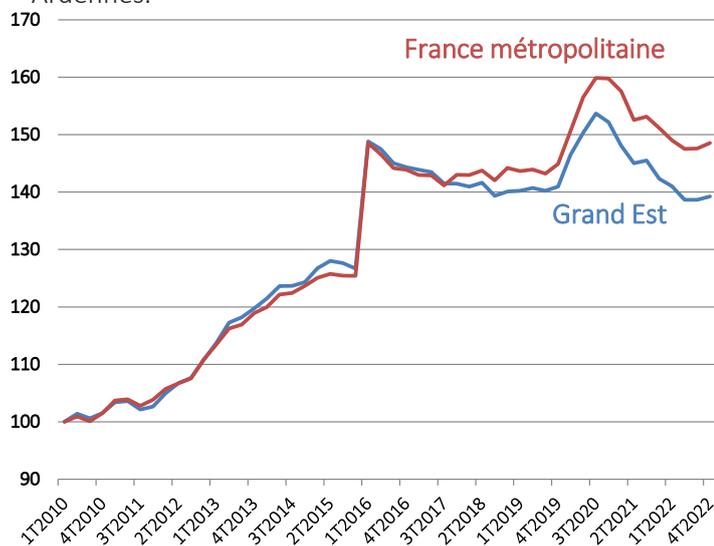
Ancienneté moyenne d'inscription à Pôle Emploi des demandeurs d'emploi (en jours, catégories A, B et C)

	Evolution sur un an, en nombre de jours	Ancienneté moyenne, en jours
Ardennes	-38	733
Aube	-42	673
Marne	-31	658
Haute-Marne	-46	654
Meurthe-et-Moselle	-45	683
Meuse	-50	678
Moselle	-28	639
Bas-Rhin	-33	641
Haut-Rhin	-37	612
Vosges	-59	717
Grand Est	-38	657
France	-38	648

19 - REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2022

SOURCE : CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Le nombre d'allocataires RSA ne recule plus au second semestre 2022. Après être passé pour la 1^{ère} fois sous la barre des 140 000 bénéficiaires RSA depuis le changement de méthode de calcul en 2016, leur nombre ne diminue plus fin 2022, tendant même à augmenter légèrement (+ 590 sur le second semestre). Un pic avait été atteint au 3^{ème} trimestre 2020, avec près de 155 000 allocataires. Cependant, sur l'année 2022, la dynamique reste favorable en région (3 100 bénéficiaires de moins soit -2,2%), un peu plus qu'en France métropolitaine (-1,7%). L'ensemble des départements du Grand Est présente des reculs du nombre d'allocataires RSA en 2022, à des degrés divers, allant de -0,3% dans la Marne à -5,3% dans les Ardennes.



Base 100 au premier trimestre 2010 Nb : au 1er janvier 2016 les règles de calcul du nombre d'allocataires ont changé d'où la rupture de la courbe

Evolution du nombre d'allocataires du RSA

	Evolution du nombre d'allocataires en 2022	Nombre d'allocataires au 4 ^{ème} trimestre 2022
Ardennes	-5,3%	9 400
Aube	-1,5%	9 430
Bas-Rhin	-3,2%	26 130
Haute-Marne	-2,5%	4 230
Haut-Rhin	-1,9%	15 320
Marne	-0,3%	14 620
Meurthe-et-Moselle	-2,0%	21 110
Meuse	-4,5%	4 640
Moselle	-1,5%	24 810
Vosges	-0,9%	10 190
Grand Est	-2,2%	139 880
France métropolitaine	-1,7%	1 689 130

4. TRANSFRONTALIER

Au 4^{ème} trimestre 2022

210 104 travailleurs frontaliers

120 822 au Luxembourg
40 996 en Allemagne*
40 041 en Suisse
8 245 en Belgique**

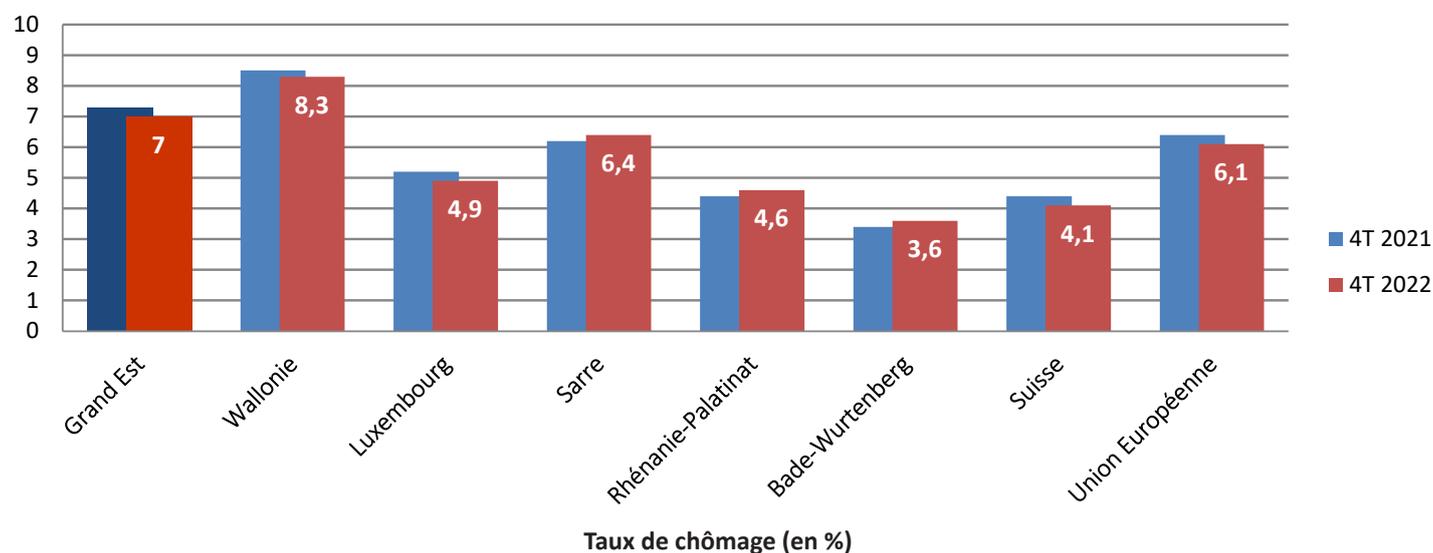
* Données 2^{ème} trimestre 2021

** Données non actualisées depuis 2019

20 - TAUX DE CHÔMAGE TRANSFRONTALIER - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2022

SOURCES : INSEE (FRANCE), MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE (BELGIQUE), STATEC (LUXEMBOURG), BUNDESAGENTUR FÜR ARBEIT (ALLEMAGNE), OFS (SUISSE), EUROSTAT (UE) // TYPE DE DONNÉES : BRUTES ET CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Le chômage se stabilise. En 2020, les taux de chômage avaient progressé dans l'ensemble de l'espace transfrontalier, avant de se rétracter à partir de 2021, à la faveur du redressement des activités économiques. Cette dynamique semble s'estomper, puisque les taux de chômage ont peu variés en 2022 : la Suisse, la Wallonie, le Luxembourg et le Grand Est présentent des reculs de 0,2 ou 0,3 point, tandis qu'inversement, les Länders allemands affichent des augmentations de 0,2 point. Au sein de l'Union Européenne, on enregistre un taux moyen de 6,1% au 4^{ème} trimestre 2022, il était de 6,4% un an auparavant. Il est à noter que le PIB augmente en Belgique, stagne en Suisse, et diminue en Allemagne et au Luxembourg. Malgré une consommation des ménages en retrait (-1,2%), le PIB français a progressé de 0,1% au 4^{ème} trimestre 2022.



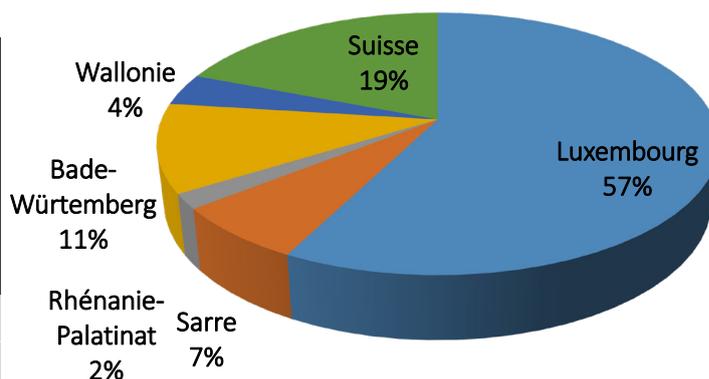
21 - FRONTALIERS DE LA RÉGION GRAND EST - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2022

SOURCE : STATEC – INSEE – OIE - IBA - OFS - BUNDESAGENTUR FÜR ARBEIT

Plus de 120 000 frontaliers en direction du Luxembourg et 40 000 vers la Suisse. La barre des 200 000 travailleurs frontaliers dans le Grand Est a été franchie fin 2021, à la faveur d'une forte reprise de l'emploi transfrontalier après la crise Covid-19. Celle des 210 000 qui s'annonçait pour 2023 a finalement été atteinte dès le 4^{ème} trimestre 2022. En effet, sur 2022, on compte 6 000 frontaliers de plus en direction du Luxembourg (+5,7%) et 1 800 vers la Suisse (+5,4%) : le phénomène frontalier s'accélère puisque les moyennes annuelles sur 10 ans sont respectivement de +4,2% et +1,8%. Le palier des 150 000 frontaliers français travaillant au Luxembourg, projeté pour 2035, sera à ce rythme atteint bien plus tôt que prévu. Au 4^{ème} trimestre 2022, on comptabilise désormais 120 822 navetteurs au Luxembourg et 40 041 en Suisse. Pour ce qui concerne les travailleurs en direction de l'Allemagne, ils seraient 40 996 répartis sur 3 Länder (les derniers éléments consolidés datent de 2021). Pour rappel, ils étaient 60 000 en 2000. Enfin, la Belgique comptait 8 245 travailleurs frontaliers résidant dans la région en 2019, chiffres en stabilisation.

	Nombre de frontaliers au 4 ^{ème} trimestre 2022	Evolution sur un an	Evolution annuelle moyenne ces 10 dernières années
Luxembourg	120 822	+5,7%	+4,2%
Suisse	40 041	+5,4%	+1,8%
Allemagne*	40 996		
Belgique**	8 245		

(*) Données 2^{ème} trimestre 2021
 (**) Données non actualisées depuis 2019



Destination des travailleurs frontaliers de la région Grand Est

Réalisation : Groupe de Travail Spécialisé Conjoncture
 du CESER Grand Est (23 membres)

Président : Jean-Paul NOLLET
 Vice-Président : Pascal LOUIS
 Rapporteuse : Alexandra PINATON

Chargé de mission : Nicolas BRIZION

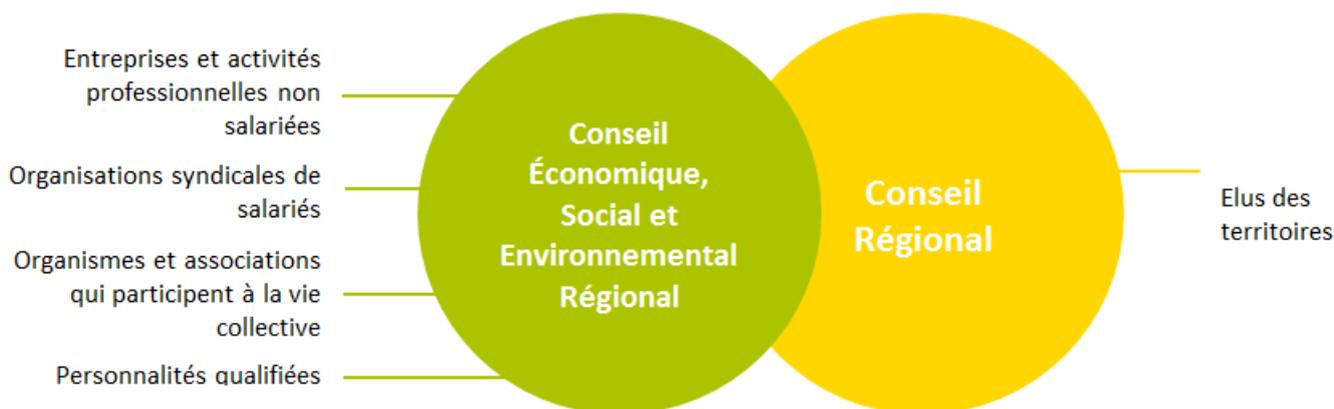
Le CESER est une assemblée consultative, porte-voix de la société civile organisée, dont les fonctions sont autant de mettre à jour et de relayer les débats en cours dans l'espace régional que d'être un agitateur d'idées, un laboratoire pour la valorisation de la démocratie participative. Il est donc d'autant plus utile dans une période de grave désaffection citoyenne à l'égard du monde politique et de la chose publique en général.

Les membres qui composent l'Assemblée du CESER sont issus de divers horizons de la société civile organisée parmi lesquels des responsables d'entreprises, syndicalistes, responsables associatifs, agriculteurs, artisans, universitaires, responsables culturels, représentants des professions libérales ou encore défenseurs de l'environnement...

Ils débattent ensemble de l'avenir de leur région de manière constructive et en dehors de toute prise de position partisane. Le CESER est l'une des rares assemblées où, par exemple, patronat et syndicats, ou encore agriculteurs et environnementalistes se réunissent afin de réfléchir sereinement aux enjeux stratégiques régionaux.

Le CESER détient une mission centrale : donner aux élus régionaux l'éclairage de la société civile organisée sur toutes les affaires pouvant concerner la région.

LE CESER, SECONDE ASSEMBLÉE RÉGIONALE



Retrouvez toutes les infos du CESER Grand Est sur internet : www.ceser-grandest.fr

Suivez-nous

sur les réseaux sociaux pour ne rien manquer de nos actualités :

 @cesergrandest

 @ceserge

Site de Châlons-en-Champagne

5, rue de Jéricho - CS70441 - 51037 Châlons-en-Champagne Cedex
Tél : 03 26 70 31 79

Site de Metz

1 Place Gabriel Hocquard - CS 81004 - 57036 Metz Cedex 01
Tél : 03 87 33 60 26

Site de Strasbourg

1 Place Adrien Zeller - BP 91006 - 67070 Strasbourg Cedex
Tél : 03 88 15 68 00

CESER
ALSACE
CHAMPAGNE-ARDENNE
LORRAINE **Grand Est**